

**Qui sommes-nous ?**

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (\*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

- Innocent Assogba** (Bénin)
- Alan Benjamin** (États-Unis)
- Colia Clark** (États-Unis)
- Constantin Cretan** (Roumanie)
- Berthony Dupont** (Haïti)
- Ney Ferreira** (Brésil)
- Daniel Gluckstein** (France)
- Rubina Jamil** (Pakistan)
- Apo Leung** (Chine)
- Gloria Gracida** (Mexique)
- M.A. Patil** (Inde)
- Mandlenkosi Phangwa** (Azanie)
- Klaus Schüller** (Allemagne)
- Jung Sikhwa** (Corée)
- John Sweeney** (Grande-Bretagne)
- Mark Vassilev** (Russie)
- Nambiath Vasudevan** (Inde)

(\*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

**PAKISTAN**

**APTUF (All Pakistan Trade Union Federation)**

**La décision prise par l'Inde de révoquer l'article 370 n'est rien d'autre qu'un chapitre de plus dans la longue histoire d'oppression impérialiste subie par le Cachemire.**

L'APTUF a tenu un meeting de protestation pour la libération des habitants du Cachemire des attaques du parti extrémiste le BJP. Ce sont plus de 500 travailleurs qui se sont réunis pour lancer des slogans contre les exactions perpétrées par le gouvernement Modi à l'encontre des femmes, des enfants et des jeunes du Cachemire avec son décret surprise qui met fin à l'autonomie accordée aux États du Jammu et du Cachemire en échange de leur adhésion à l'union indienne après l'indépendance en 1947.

S'adressant aux travailleurs rassemblés, Rubina Jamil, Anwer Gujjar, Mirza Zafar, Malik Humanyun, M. Ilyas, Saeed Gujjar, Ashraf ont affirmé notre protestation et notre condamnation des autorités indiennes qui ont établi un véritable état de siège sans précédent dans la région en coupant toutes les communications, en restreignant la liberté de mouvement et en mettant des figures politiques connues du Cachemire en résidence surveillée.

La décision du gouvernement de révoquer l'article 370 de la constitution de l'Inde qui assurait à l'État à majorité musulmane sa propre constitution et son indépendance dans tous les domaines sauf les affaires étrangères, la défense et les communications, est sans aucun doute la décision politique la plus grave prise en soixante-dix ans à l'égard de cette région contestée. Cependant, ni la décision du gouvernement indien d'imposer un gouvernement direct de New Dehli, ni ses tentatives de faire taire les revendications des habitants du Cachemire à la liberté et à la dignité ne sont une nouveauté.

Les orateurs ont rappelé que les discriminations que subit encore la majorité musulmane du Cachemire sont apparues dès le gouvernement des Sikhs. A l'époque, si un Sikh tuait un indigène, il était puni d'une amende de 16 à 20 roupies du Cachemire, payable au gouvernement sur lesquelles étaient prélevées 4 roupies pour la famille de la victime si celle-ci était hindoue et seulement 2 roupies s'il s'agissait d'un musulman.

Dans son discours, Rubina expliqua que la résistance ouvrière contre les Dogras commença dès 1865 lorsque les tisseurs de châles du

Cachemire se soulevèrent pour obtenir de meilleures conditions de travail. La répression de la révolte par le régime fut brutale et durant les trois décennies qui suivirent ce mouvement de protestation, le nombre de tisseurs tomba de 28 000 à 5 000. Cependant, malgré les reculs, les ouvriers du Cachemire continuèrent à se battre pour leurs droits ; en 1924, des ouvriers d'une fabrique de soie de Srinagar se mirent en grève pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Tandis que la situation des ouvriers du Cachemire était déplorable sous le gouvernement des Dogras, elle ne s'améliora pas après le départ de la Grande Bretagne du sous-continent indien et la partition de l'Inde coloniale en deux États-nations.

L'affaire de Maqbool Bhat en donne un exemple. Il fut un des membres fondateurs du Front de Libération du Jammu Cachemire et un des organisateurs de la lutte armée pour la libération du Cachemire. Il fut traqué et pendu par l'État indien mais l'État du Pakistan fit aussi tout pour empêcher Maqbool d'organiser ce mouvement de libération du Cachemire qui ne visait pas à attirer la région dans la zone d'influence du Pakistan.

En dépit de tous les efforts des forces impérialistes pour les faire taire et les soumettre, les habitants du Cachemire se battent depuis des centaines d'années pour l'auto-détermination. Aujourd'hui, les efforts impérialistes pour contrôler cette vallée se poursuivent même si, de façon ironique, cela se fait sous la bannière du nationalisme. La décision de l'Inde de révoquer le statut spécial du Jammu et du Cachemire n'est ainsi rien d'autre qu'une attaque impérialiste éhontée de plus.

Au pire, le 5 août 2019 restera dans les mémoires comme un chapitre supplémentaire s'ajoutant à la longue histoire de l'oppression impérialiste sur le Cachemire. Au mieux, cette dernière attaque contre la dignité d'un peuple d'une patience à toute épreuve marquera pour les habitants du Cachemire, le début d'une ère de résistance sans précédent de lutte pour la liberté.

A la fin du meeting, les travailleurs lancèrent des slogans contre Modi et se dispersèrent. ■

## AZANIE

**Xénophobie : aboutissement d'un nationalisme obtus**Journal *Black Republic***Introduction**

Dans l'éditorial du N° 10 de *Black Republic* de juin 2018 nous posons la question « *Jusqu'où est-on prêt à aller dans la barbarie ?* », en référence aux migrants qui quittent leurs États ravagés par la guerre en Afrique et au Moyen Orient pour se rendre en Europe. À cette époque, la Méditerranée était devenue un cimetière pour les émigrants.

Les catastrophes dans d'autres régions d'Afrique ravagées par les guerres et les sécheresses ont également obligé ces populations à émigrer vers l'Afrique du Sud/Azanie. Ce qui nous amène à l'état d'esprit qui prévaut depuis quelques semaines en Afrique du Sud/Azanie. Et la même question se pose : « *Jusqu'où est-on prêt à aller dans la barbarie ?* »

Cette situation ne date pas d'hier mais dure depuis de nombreuses années.

Nous nous élevons avec force contre toutes les attaques contre les immigrants qui se déroulent dans notre pays. Nous comprenons aussi que c'est l'état d'extrême pauvreté qui rend les populations déshéritées sensibles aux manipulations de leurs dirigeants.

On a ancré dans l'opinion le sentiment que ce sont les 9 dernières années du pouvoir de Zuma qui sont responsables des maux dont souffrent les citoyens d'Afrique du Sud et que le nouveau gouvernement dirigé par Ramaphosa va « sauver » le pays et son économie et lui redonner son sens moral.

Il faut dissiper cette impression fallacieuse car les maux dont souffre l'Azanie ont été engendrés parce que le capitalisme s'est approprié les mouvements de libération dans les années 80 avec la

chute de l'Union soviétique et avec les accords négociés en 1994 qui ont suivi.

Les mouvements historiques de libération furent forcés de faire des compromis, furent forcés de s'asseoir à la table des négociations, trahissant ainsi le combat pour la libération du peuple d'Azanie opprimé et exploité comme cela s'est passé dans la majorité des États africains comme la Namibie et le Zimbabwe où il y eut la liberté sans la terre et sans le pouvoir économique. On conseilla à ces pays de coexister pacifiquement avec l'impérialisme et de se conformer aux diktats des instruments du capital international que sont le FMI, l'Organisation mondiale du Commerce et la Banque mondiale.

C'est ainsi que naquit cette nouvelle Afrique du Sud libérée et démocratique qui accepta les plans d'ajustement structurel de ces institutions. Les maux dont souffre le peuple d'Azanie remontent à ces négociations et aux accords de 1994 !

**Une dette monstrueuse.**

La dette de l'Apartheid dont nous continuons à payer les intérêts est la dette contractée durant le régime de l'Apartheid au profit de la minorité blanche, et elle sert à réprimer la résistance du peuple noir contre le racisme. En acceptant les diktats du FMI et de la Banque mondiale, le gouvernement dirigé par l'ANC a trahi son propre mot d'ordre : « *une vie meilleure pour tous* ».

Au lieu de cela, les privilèges des blancs furent sauvegardés, il n'y eut aucune expropriation de richesse ni de terre visant à résoudre le déséquilibre socio-économique qui fait que les inégalités sont ici les plus importantes au monde !

Les Noirs devinrent encore plus

pauvres et plus marginalisés.

Au cours des 25 dernières années, de nouvelles dettes furent contractées pour aider à créer, développer ou entretenir les infrastructures au profit des grandes entreprises. Toutes les institutions d'État concernant le logement, la santé, l'enseignement, les services sociaux ont été affectés à cause des diktats des plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale afin de réduire les dépenses de ces services, ce qui se fait au détriment des pauvres et de la classe ouvrière.

C'est ce qui s'est passé aussi pour certains États africains ravagés par le poids de la dette, ce qui empêche la croissance et le développement économique et entraîne la déstabilisation et l'extrême misère précipitant ainsi les mouvements de migration.

**Les immigrants volent les emplois et la richesse.**

Selon les estimations de l'OIT sur les travailleurs migrants dans le monde en 2017, ils étaient 164 millions sur l'ensemble des 258 millions de migrants au plan international. Les travailleurs migrants contribuent à la croissance et au développement des pays vers lesquels ils ont immigré. Ils dépensent 85 % de leur revenu dans le pays dans lequel ils travaillent et n'envoient que 15 % vers leur pays d'origine. Ils apportent aussi une contribution en termes de fiscalité en payant des loyers et la TVA. Ce sont les grandes entreprises qui grâce à leurs comptes dans les paradis fiscaux et leurs manipulations sur les prix des marchandises importées pillent la richesse de l'Azanie, pas les migrants.

En Afrique du Sud/Azanie, lors des dernières élections de mai 2019, les partis politiques ont inscrit des mesures contre les immi-

grants et suscité l'hostilité à leur égard dans leurs déclarations, demandant que les immigrants sans papiers soient renvoyés chez eux et en exigeant davantage de contrôles aux frontières. Ce sont eux qui ont suscité des tensions xénophobes en disant aux Noirs que les « étrangers » leur prenaient leurs emplois alors que les suppressions d'emplois sont un cauchemar constant pour la classe ouvrière. Pour la seule année en cours, 50 000 emplois ont été supprimés dans tous les secteurs, d'autres sont encore à venir surtout dans les secteurs miniers, et financiers comme le secteur des banques qui prévoit de supprimer plus de 5 000 emplois.

### Le rôle des partis politiques

Les partis politiques doivent assumer la responsabilité d'avoir alimenté la xénophobie. Lors des dernières élections, la majorité des partis politiques et surtout la DA (Alliance démocratique) ont pris position pour une politique nettement anti-immigrants. La DA contrôle la province du Cap occidental et la ville du Cap, où l'armée a été déployée dans les quartiers pauvres et les quartiers ouvriers avec la bénédiction de Ramaphosa sous le prétexte de mener la guerre contre la drogue. Herman Mashaba, dirigeant de l'Alliance démocratique et maire de Johannesburg, a précipité les événements en envoyant l'« armée urbaine », la police métropolitaine dans le centre-ville contre les migrants qui, prétextait-il, vendaient des objets de contrefaçon. Les migrants ont repoussé les forces de police et la vidéo s'est répandue comme une traînée de poudre.

L'épisode de violence et de « pillage » qui a suivi fut la conséquence de la politique des partis et de l'incapacité des autorités à agir de façon responsable. À présent, ils prétendent que ce n'est pas de la xénophobie mais qu'il s'agit simplement d'actes criminels.

On ne peut s'empêcher de penser

que ces événements pourraient bien avoir été orchestrés au profit de certains intérêts tant politiques qu'économiques. Mashaba n'a pas renoncé à faire appel à l'armée comme dans la province du Cap occidental.

Faisant écho à ce qui se passe aux États-Unis, en Australie et dans la majorité des pays d'Europe, la politique de l'Afrique du sud concernant l'immigration consiste à voir si l'économie du pays peut bénéficier de la présence des étrangers ou pas. Cette distinction est enracinée dans la discrimination de race et de classe.

L'aspect discrimination de classe c'est que les programmes contre l'immigration des pauvres et des Africains ont déjà reçu l'approbation du gouvernement dirigé par l'ANC en 2017 quand il a approuvé le Livre blanc sur les migrations internationales. Les étrangers diplômés et riches sont les bienvenus, les migrants pauvres et sans qualification, qui viennent en majorité du continent africain, sont des indésirables et doivent être renvoyés chez eux. Le programme prévoit également l'installation de centres de rétention pour les demandeurs d'asile pendant que leurs demandes sont examinées par les autorités. Cette détention forcée constitue une grossière violation des droits humains.

L'aspect raciste, c'est que les migrants et les étrangers blancs ne sont pas en butte à la xénophobie en Afrique du Sud/Azanie. Cela est réservé aux migrants noirs pauvres venant du continent africain ou du sous-continent asiatique.

### Une menace contre le capital monopolistique

Les travailleurs migrants ouvrent de petites entreprises au cœur des bidonvilles et des camps improvisés. Ce qui a eu un impact sur les entreprises de taxis dans lesquelles les politiciens et les patrons ont placé de l'argent. Ce secteur informel de microentreprises impacte

aussi les monopoles des supermarchés qui perdent des parts de marché.

### Conclusion

On ne peut que conclure que la situation actuelle et les événements en Azanie sont causés par le bradage et la trahison de la révolution azanienne par ces forces qui se sont érigées en classe compradore et qui continuent à propager l'idée que le système capitaliste « à visage plus humain » peut donner « une vie meilleure pour tous » et qu'il va le faire. Tout en pillant les caisses de l'État et en avançant vers la privatisation des SOES (Entreprises propriété d'État), tout en mettant en œuvre une politique budgétaire dirigée contre la classe ouvrière et les pauvres.

L'extrême indigence dans le domaine du logement, de la santé et des services sociaux est à l'origine de la misère et de conditions de vie déplorables. Ce sont ces conditions mêmes que permettent aux opportunistes en politique de manœuvrer les masses pour faire ce qu'ils veulent.

Nous devons être très vigilants devant la tendance actuelle à revenir sur des avancées démocratiques comme par exemple la ré-institution de la peine de mort, la reconduction des migrants à la frontière, l'assouplissement du Code du travail et du salaire minimum et il faut fortement s'y opposer.

Il faut que la classe ouvrière noire prenne le pouvoir et établisse sa dictature pour que la classe ouvrière noire et les pauvres aient une vie meilleure, et seule une direction révolutionnaire capable d'unir les travailleurs et les peuples d'Azanie, du continent et du monde pourra parvenir à la véritable libération grâce à un parti ouvrier mondial.

« *Travailleurs du monde unissez-vous, vous n'avez à perdre que vos chaînes* »

« *Socialisme ou barbarie !* » ■